

Cher(e) concitoyen(ne), cher(e) camarade,

Le Manifeste progressiste pour la défense de la langue française, lancé en 2005 par Georges Hage et par Georges Gastaud, a obtenu plus de 1000 signatures de militants, de travailleurs manuels et intellectuels, de citoyens de toutes conditions décidés à combattre le « tout-anglais » sur des bases franchement progressistes et anti-impérialistes. Pour faire connaître cette initiative, un site a été mis en place par notre ami Gaston Pellet (www.defenselanguefrancaise.fr) ; des courriers ont été adressés aux autorités pour dénoncer la substitution de l'anglo-américain au français dans une série de domaines : publicité, concours de l'eurovision, communication des grandes entreprises, sport, université, défense, etc.

Cependant nombre de signataires du Manifeste jugent qu'il faut aller plus loin. Car le tout-anglais est une POLITIQUE menée de concert par le patronat européen (son chef de file, le baron Seillières, n'appelle-t-il pas officiellement à faire de l'anglais la langue unique « de l'entreprise et des affaires » ?), par le MEDEF (dont la devise est ready for the future !), par l'Union Européenne et par le pouvoir actuel. Les ministres de l'Université et de la Recherche, des Affaires étrangères et de l'Éducation « nationale » ne perdent d'ailleurs aucune occasion de promouvoir l'anglais au détriment de leur langue maternelle. En outre, cette politique d'américanisation de la langue et de la culture bénéficie du soutien compulsif d'une partie de la « bourgeoisie bohème » qui se croit « de gauche » ; c'est pourquoi la langue française est aujourd'hui menacée de mort, pas seulement à l'étranger (Sarkozy a traité avec insolence le sommet de la Francophonie tenu au Québec...) mais en France même. Des hommes très éloignés de nous idéologiquement le constatent avec amertume, de Michel Serres, déclarant qu'« il y a plus d'anglais aujourd'hui sur les murs de Paris qu'il n'y avait d'allemand sous l'Occupation » à H. Védrine qui, après avoir brossé un tableau effrayant de l'américanisation du langage, conclut douloureusement: « peut-être le français a-t-il les reins assez solides pour survivre à tout cela. Peut-être pas ! ».

Certes des associations généralistes, -hommage leur soit rendu-, dépassent ce constat défaitiste et militent ardemment pour la défense du français. Mais la création d'une association de résistance linguistique franchement progressiste, liée au monde du travail, associant le drapeau rouge au drapeau tricolore, faisant le lien entre la politique du « tout-anglais » et l'offensive générale contre les acquis sociaux et démocratiques menée par le MEDEF, l'UMP et l'UE, devient de plus en plus incontournable. Car c'est une seule et même politique capitaliste qui casse les acquis sociaux, qui démolit la France républicaine, et qui prétend marginaliser le français pour faire table rase de cet esprit frondeur qui court dans notre littérature de Villon à Brassens en passant par Rabelais, Molière, Diderot, Césaire ou Politzter, sans oublier le Gavroche des Misérables. Et si la classe dominante, pour mondialiser ses profits, n'hésite pas à briser ce vivant patrimoine mondial de l'humanité qu'est la langue française (ni, plus généralement, à s'attaquer à la diversité des langues, broyée par le totalitarisme linguistique et par la « pensée unique »), il revient aux travailleurs de défendre la langue de la République, tant il est vrai que la classe ouvrière serait la première à être discriminée si le projet euro-patronal de basculement du français à l'anglo-américain se concrétise en « France » dans les années à venir : un tel basculement ne relève pas, hélas, du fantasme puisque des syndicats de grandes entreprises « françaises » ont dû intervenir ces derniers temps pour imposer au patronat... le droit élémentaire des francophones à travailler DANS LEUR LANGUE en France même !

C'est pourquoi, si vous approuvez le Manifeste progressiste pour la défense du français (ci-joint) et si vous ressentez comme nous l'urgence d'ORGANISER la RESISTANCE LINGUISTIQUE, vous êtes invité(e) à venir et à faire venir à l'Assemblée générale fondatrice du

*Collectif Unitaire Républicain de Résistance, d'Initiative et d'Émancipation Linguistique
samedi 16 mai de 14 h 30 à 18 h 00 à MALAKOFF (Hauts-de-Seine, métro porte de Vanves,
au 36 rue Gambetta, à quelques centaines de mètres à pied de la place de la Mairie).*

Empêchons la classe dominante de rompre le séculaire mariage d'amour et de raison entre notre peuple et sa langue, car cette « rupture » signerait la mort de nos acquis, de notre pays et de nos libertés. Comme le dit le lai de Marie de France, le premier écrit littéraire rédigé en « roman » où semble célébrée par avance l'amoureuse alliance du peuple français et de sa langue :

« Belle amie, ainsi est de nous :

Ne vous sans moi, ne moi sans vous ! »